

## PROCÈS-VERBAL — PUBLIC

### Commission Gatineau, Ville en santé

5<sup>e</sup> séance — 1<sup>er</sup> novembre 2024 – 9 h 02 à 11 h 44

Salle Mont-Bleu, 1<sup>er</sup> étage, Maison du citoyen

Séance en mode hybride (Présentiel et visioconférence)

### PRÉSENCES :

#### Membres

Louis Sabourin, président

Steve Moran, vice-président

Alicia Lacasse-Brunet, membre élue

Daniel Cayley-Daoust en remplacement de Nicolas Heidecker — Table régionale des organismes communautaires autonomes de l'Outaouais

Stéphanie Ayotte — Centraide Outaouais

Sylvie Lafontaine — Direction de la santé publique

Jeneviève Caron — Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais

Nathalie Bédard — Centre de services scolaire des Portages-de-l'Outaouais

Anyck Bastien — Cégep de l'Outaouais

#### Secrétaire

Élaine Déry, coordonnatrice aux comités et commissions — Direction exécutive

#### Ressources internes

Sébastien Vallée, directeur — SLSDC

Mychelle Vaive, cheffe de service, planification et développement des communautés — SLSDC

Josée Marcil, agente de développement social et communautaire — SLSDC

Véronique Leduc, adjointe administrative aux comités et commissions — Direction exécutive

#### Personnes invitées

Céline Deschambault, présidente – Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (RAPHO)

Étienne Soutière, agent de planification, de programmation et de recherche en petite enfance — ministère de la Santé et des Services sociaux

Vanessa Maheux, chargée de projet — Concertation pour le développement social de l'Outaouais (CDSO)

Stéphane Viau, directeur général — Association pour l'intégration communautaire de l'Outaouais (APICO)

Federico Gauchat, directeur général — Trait d'Union Outaouais

#### Autres personnes présentes

Olivia Gninhi, attachée politique

Chantal Rondeau — Concertation pour le développement social de l'Outaouais (CDSO)

### ABSENCES :

Myriam Houde — Service de police de la Ville de Gatineau

Kathleen Barrette — Société de transport de l'Outaouais

---

#### 1. Constatation du quorum et ouverture de la séance

Le président constate le quorum et il ouvre la séance à 9 h 02.

Il s'agit de la première séance pour Anyck Bastien, représentante du Cégep de l'Outaouais, et Nathalie Bédard, représentante du Centre de services scolaire des Portages-de-l'Outaouais (CSSPO).

La séance publique est enregistrée. Il sera possible de visionner l'enregistrement sur le site Web de la Ville.

## 2. Adoption de l'ordre du jour

*Il est proposé par Sylvie Lafontaine  
Appuyé par Anyck Bastien*

*Et résolu que cette Commission adopte l'ordre du jour tel que présenté.*

*Adoptée*

## 3. Dépôt et suivis des procès-verbaux de la réunion du 26 septembre 2024

Le procès-verbal de la 4<sup>e</sup> séance de la CGVS tenue le 26 septembre 2024 est déposé.

Aucun suivi n'est à faire en ce qui concerne les sujets abordés lors de la séance.

## 4. Tour de table des partenaires

Un tour de table est fait.

## 5. Période de questions du public

Aucune personne n'est inscrite à la période de questions.

À la prochaine séance de la CGVS, le président présentera une question posée par un citoyen à la dernière séance du conseil municipal.

## 6. Point statutaire : Dossier de la sensibilité chimique

Il n'y a pas de nouveaux développements dans ce dossier.

## 7. Point statutaire : Dossier de l'itinérance

En ce qui concerne les mesures hivernales, la halte-chaleur du secteur Hull (Centre Robert-Guertin) correspondra au modèle de l'année dernière ; du soutien psychosocial sera disponible sur place. Une fiche d'évaluation des besoins permet d'aiguiller les personnes vers les places ou les services disponibles. Des déplacements en taxi sont possibles vers le secteur Gatineau.

Le site a été réorganisé pour permettre le début des travaux du projet Village Transition dont l'ouverture est prévue le 20 décembre 2024. Des conteneurs maritimes neufs transformés peuvent accueillir jusqu'à cent places d'hébergement. Un bloc sanitaire offrant des douches et des toilettes sera érigé sur le site. Une voie d'accès a été mise en place pour les services d'urgence. Un appel d'offres a été lancé afin qu'un organisme assure la sécurité des lieux.

Au parc Sanscartier du secteur Gatineau, il s'agira également d'un modèle similaire à l'année dernière avec toutefois l'ajout d'un intervenant psychosocial pour offrir des services d'orientation.

La Ville finalise un cadre de gestion des campements de fortune qui sera présenté prochainement à l'ensemble des parties prenantes ainsi qu'au conseil municipal.

Le Gîte Ami assume la responsabilité des opérations du Motel Montcalm. Cela permettra aux équipes en santé mentale du CISSSO d'être plus présentes sur le terrain. L'offre de services est également assurée par la Soupière de l'Amitié à Gatineau ainsi que la Soupe populaire de Hull et le Centre Yolande-Duval du côté de Hull. Des équipes en santé mentale seront déployées dans ces lieux pour rencontrer les clientèles.

On indique que, de façon générale, les interventions sont coordonnées par le CISSSO tandis que les questions de gestion et de sécurité des lieux sont du ressort de la Ville.

## 8. 30<sup>e</sup> anniversaire — Remise des prix DAVID

Le document *Les prix David 2024* est présenté. Les membres ont reçu celui-ci avant la séance.

Le Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (RAPHO) a pour mission de défendre les droits, de sensibiliser et d'œuvrer à l'inclusion des personnes en situation de handicap.

Les prix David ont été créés il y a trente ans. Ce sont des prix régionaux remis annuellement à des individus, groupes ou organismes s'étant démarqués dans la communauté par des initiatives visant à améliorer la participation sociale, l'inclusion et l'intégration des personnes en situation de handicap en Outaouais. Les mises en candidature se terminent le 15 novembre 2024. La remise des prix aura lieu le 5 décembre 2024 à la salle Jean-Després. Les membres sont invités à partager l'information dans leurs réseaux. Tous les renseignements apparaissent sur le site Web et la page Facebook du RAPHO.

*L'item suivant, initialement prévu au point 11 de l'ordre du jour, est devancé.*

## 9. Constats et enjeux concernant l'offre de camps de jour inclusifs pour enfants handicapés, du point de vue des familles (DI-Autisme) — Information

Le document *Camps de jour inclusifs pour enfants vivant avec une déficience intellectuelle ou avec l'autisme* est présenté. Les membres ont reçu celui-ci avant la séance. L'objectif de la présentation est de brosser un portrait de la situation et engager un dialogue avec la Ville afin de trouver des pistes de solutions en vue d'offrir des camps de jour spécialisés ou bonifier l'offre de service existante.

La période estivale est souvent très complexe pour les parents à la recherche d'activités de loisirs pour leurs enfants autistes ou vivants avec une déficience intellectuelle. Bien que l'APICO et Trait d'Union Outaouais offrent des camps de jour spécialisés, la croissance de la demande fait en sorte qu'ils ne sont plus en mesure d'y répondre. Les parents sont de plus en plus nombreux à se tourner vers les camps de jour réguliers. Il arrive parfois que leurs demandes soient refusées.

Soixante-six familles ont participé à un sondage. De façon majoritaire, les parents souhaitent avoir accès à des camps de jour pour un plus grand nombre de semaines. Faute d'alternatives, beaucoup de parents optent pour des « congés ou vacances forcés », modifient leur horaire de travail ou embauchent un service de gardiennage lorsqu'ils ne peuvent obtenir de place dans les camps de jour. Le répit est important pour les parents.

Les enfants autistes ou ceux vivant avec une déficience intellectuelle doivent avoir des expériences en loisirs et socialiser pour développer leurs compétences émotionnelles, physiques ou sociales, et ce, dans un environnement adapté et sécuritaire.

Les pistes de solution proposées consistent à travailler en collaboration avec la Ville pour : consolider les formations des équipes municipales en matière d'autisme et de déficience intellectuelle ; privilégier l'embauche d'éducateurs spécialisés afin de mieux soutenir les enfants aux besoins spécifiques, notamment en autisme et en déficience intellectuelle ; y affecter les ressources financières suffisantes; en concertation avec les partenaires, réviser les critères de sélection pour l'attribution des places du programme d'intégration ENFEX afin d'allouer annuellement un nombre de places dédiées à la clientèle autiste ou en déficience intellectuelle.

La présentation suscite les commentaires, les questions ou les précisions suivants :

- On précise que les divers enjeux freinant l'offre sont : pénurie et recrutement d'une main-d'œuvre spécialisée ; ratio éducateur vs enfant autiste ou en déficience intellectuelle ayant des besoins très spécifiques (1 pour 1) ; manque de locaux ; manque d'argent pour payer plus d'éducateurs spécialisés.

- On attire l'attention sur le fait que les camps de jour de la Ville n'offrent pas vraiment d'accompagnement. Suivant ce commentaire, on réitère l'ouverture à collaborer pour former des intervenants qui pourront œuvrer dans les camps de jour de la Ville. Trait d'Union Outaouais a un programme *Ami des artistes* offrant des formations sur mesure sur l'autisme. Le souhait est que certains enfants puissent bénéficier des camps de jour de la Ville avec un peu plus de soutien. L'APICO et Trait d'Union Outaouais pourraient prendre les cas plus spécialisés.
- À la suite d'une suggestion d'explorer les possibilités du côté de la main-d'œuvre des services scolaires, on confirme que des partenariats sont en voie de développement pour aider des écoles entrevoyant offrir des camps de jour. Par ailleurs, l'APICO et Trait d'Union Outaouais contactent le Cégep de l'Outaouais et la Cité collégiale chaque année pour recruter du personnel.
- Les données documentant l'augmentation des enfants ayant reçu un diagnostic du spectre de l'autisme permettent-elles d'affirmer que les services ne sont pas adaptés à cette nouvelle réalité ? On mentionne qu'il est probable qu'il n'y ait pas plus d'enfants autistes qu'auparavant. La façon de poser des diagnostics a changé et ceux-ci sont faits plus tôt. Des données sont disponibles sur le site Web de la Fédération québécoise de l'autisme.
- On précise que des statistiques portant sur les liens entre les demandes et les services rendus sont plus difficiles à trouver.
- Les enjeux relatifs aux ressources humaines sont sensiblement les mêmes qu'avant la pandémie.
- On mentionne que la Ville vit aussi les mêmes enjeux liés à la pénurie de main-d'œuvre et qu'il est difficile de recruter pour une courte période. Les diverses étapes d'une demande faite au programme ENFEX sont présentées. Les intervenants du programme ont des formations en éducation spécialisée, en psychoéducation ou en travail social. L'expérience avec des enfants autistes ou ayant une déficience intellectuelle est aussi prise en considération lors de l'embauche. Bien que la Ville ne fasse pas d'accompagnement individualisé, le ratio d'intervenants par enfant est établi en fonction de l'évaluation des enfants et de leurs besoins. L'idée d'une collaboration plus soutenue et les pistes de solutions proposées sont bien accueillies.

*Pause de 10 h 04 à 10 h 21*

## **10. Dépôt et adoption du bilan 2023 et de la mise à jour 2024 du Plan d'action intégré Familles, aînés et personnes handicapées — Recommandation**

Le document *Bilan 2023 et mise à jour 2024 Plan d'action intégré 2022-2026 – Familles, aînés et personnes handicapées* est présenté. Les membres ont reçu celui-ci avant la séance. Les objectifs de la présentation sont de : faire état du bilan 2023 du Plan d'action intégré (PAI) — *Familles, aînés et personnes handicapées 2022-2026* et de sa mise à jour 2024 ; obtenir une recommandation de la CGVS pour le dépôt du bilan 2023 ainsi que la mise à jour 2024 du PAI.

*Daniel Cayley-Daoust se joint à la rencontre à 10 h 47.*

On rappelle que ce plan a été adopté par le conseil municipal en 2022. Il comprend quatre grandes stratégies d'action : bien faire avec le milieu ; bien connaître ; bien informer et améliorer l'accessibilité (cette dernière stratégie se décline en trois volets : des communications municipales ; des aménagements publics et des infrastructures ; des événements et des activités). Ce plan d'action est porté par diverses équipes municipales.

On indique que la mise à jour 2024 porte surtout sur les statistiques puisque le plan, ses stratégies et ses actions demeurent les mêmes et se poursuivent jusqu'en 2026.

Les faits saillants sont présentés suivant ces grandes stratégies et les objectifs particuliers y étant rattachés ; le plan comprenant huit objectifs et quarante actions. Ainsi, sur les quarante actions inscrites, 67,5 % des actions sont en cours et 32,5 % sont planifiées.

La présentation suscite les commentaires, les questions ou les précisions suivants :

- On salue Mme Shauna-Louise Cameron pour le travail accompli.
- On demande s'il y aura une autre édition de la rencontre avec les aînés. On précise que la Ville doit évaluer le tout. Compte tenu du contexte actuel et de nouvelles équipes (nouveau Service d'interaction citoyenne, Service des communications et l'équipe du SLSDC), la démarche devra être harmonisée.
- On précise qu'à ce jour, rien n'indique que des objectifs ou des actions ne pourront pas être réalisés.

### **Recommandation**

***Considérant que la Ville de Gatineau est assujettie à la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration sociale, scolaire et professionnelle et que cette loi oblige les municipalités à produire un plan d'action et un bilan annuel, à l'égard des personnes handicapées ;***

***Considérant que le processus annuel de mise à jour a permis de constater que les mesures proposées pour 2024 peuvent être reconduites telles quelles ;***

***Considérant que la Commission Gatineau, Ville en santé, s'est engagée, dans son Plan de travail 2022-2023, à prendre connaissance du bilan annuel ;***

### **CGVS-2024-05**

***La Commission Gatineau, Ville en santé recommande au conseil municipal :***

- ***d'accepter le dépôt du bilan 2023 et la mise à jour 2024 du Plan d'action intégré 2022-2026 — Familles, aînés et personnes handicapées.***

*Il est proposé par Stéphanie Ayotte*

*Appuyé par Steve Moran*

*Adoptée*

## **11. Résultats de l'Enquête québécoise du développement des enfants à la maternelle (EQDEM 2022) et Grande semaine des tout-petits 2024**

Divers documents en lien avec l'enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle (EQDEM) 2022 sont présentés. Ces documents ont été envoyés aux membres avant la séance. L'objectif est de présenter les résultats de l'enquête et les actions concrètes dérivées des résultats pour mobiliser les acteurs et les partenaires qui ont été mises en place.

L'EQDEM est refaite tous les cinq ans depuis 2012, et ce, en collaboration avec les ministères de la Santé et des Services sociaux, de l'Éducation, de la Famille ainsi que la Fondation Lucie et André Chagnon. Elle vise à faire un état de développement des enfants à la maternelle. Cette enquête mesure cinq grands domaines de développement : santé physique et bien-être ; les compétences sociales ; le développement cognitif et langagier ; les habiletés de communication et les connaissances générales et la maturité affective.

Le taux de réponse pour l'Outaouais est de 92 %.

La vulnérabilité n'est pas un diagnostic, mais un portrait brossé à un moment précis. Cela indique que des enfants sont plus susceptibles d'être moins bien outillés que d'autres pour profiter pleinement de ce que l'école peut leur offrir.

Les proportions d'enfants vulnérables en Outaouais sont de 32,2 %, et de 33,4 % pour la Ville de Gatineau. Les plus grandes proportions d'enfants vulnérables se trouvent dans les domaines de la santé physique et du bien-être ainsi que les habiletés de communication et les connaissances générales. Les enfants les plus vulnérables sont ceux : de sexe masculin ; en provenance d'autres pays et ceux de langue anglaise.

Il y a un grand écart entre les enfants qui sont passés par un service de garde ou d'éducation à l'enfance et ceux qui n'y sont pas allés (30 % comparativement à 51 %). Les services de garde représentent ainsi un filet de sécurité assez intéressant pour les enfants.

Divers faits saillants sont présentés pour la Ville de Gatineau.

L'enquête s'est effectuée durant la pandémie de COVID-19 et il importe de prendre en compte ce contexte particulier dans l'analyse des résultats.

À l'hiver 2023, un comité de pilotage a été mis en place afin de définir des actions pour favoriser la diffusion et l'appropriation des données issues de l'enquête. Six Rendez-vous locaux pour la petite-enfance en Outaouais EQDEM 2022 ont eu lieu à travers l'ensemble du territoire de l'Outaouais. Un bulletin régional et six fiches synthèses présentent les données et l'information recueillies lors de ces événements. L'objectif est que cela serve de levier aux planifications de divers organismes. Un chantier du développement global des tout-petits a été lancé au sein de la Concertation en développement social de l'Outaouais. Ayant débuté ses travaux en janvier 2024, ce chantier constitue un lieu où collaborent des partenaires locaux et régionaux de tous les réseaux au développement global des tout-petits par la création d'environnements favorables.

Du 18 au 24 novembre 2024 se tiendra la 9<sup>e</sup> édition de la Grande semaine des tout-petits visant à mobiliser l'ensemble des acteurs de l'Outaouais envers la petite enfance.

La présentation suscite les commentaires, les questions ou les précisions suivants :

- On explique qu'il a été possible d'atteindre un taux de réponse de 92 % grâce au fait que le personnel enseignant collabore à la collecte de données en remplissant le questionnaire ainsi qu'une fiche par enfant de chacune des classes de maternelle. L'objectif est de broser un portrait général de l'enfant par école.
- On demande si la situation a changé en Outaouais suivant le retrait du financement du gouvernement au programme Québec en Forme. Il est difficile de se prononcer sur les effets du retrait du financement. On note que de façon globale, la situation tend à s'améliorer sur l'ensemble des territoires, sauf pour la Vallée-de-la-Gatineau qui a connu une baisse draconienne. L'engagement de la Fondation Chagnon s'est transformé. Le financement qu'elle alloue aux organismes et aux tables de développement social permet aux acteurs de se mobiliser afin de travailler ensemble.
- On souhaite savoir si les données recueillies permettent une certaine prédictibilité et de contrer les enjeux futurs chez les enfants vulnérables. On indique que les taux de vulnérabilité chez les enfants sont trop élevés. Toutefois, dû au travail concerté en cours, l'Outaouais est l'une des seules régions qui connaissent une tendance à la baisse. Cela dénote une approche intéressante à ce problème de santé publique chez les enfants.
- On demande si les statistiques relatives aux enfants les plus vulnérables de sexe masculin et en provenance d'autres pays sont interreliées. Au sujet des éléments à améliorer, on souhaite savoir s'il s'agit de l'accessibilité aux transports en commun ou si les transports en commun ne se rendent pas aux activités. On indique qu'un lien direct est difficile à établir en ce qui a trait à la première question. Cependant, un examen des données par territoire permet de constater qu'au niveau de la population immigrante, les domaines de développement où il y a les plus hauts taux de vulnérabilité sont le développement socioaffectif, le niveau langagier et les connaissances générales. En ce qui concerne la question du transport, il y a une différence marquée entre les milieux rural et urbain. Il est beaucoup plus facile de se déplacer vers des services en milieu urbain. Un bon service de transport en commun est donc un facteur de succès.

*Steve Moran quitte la rencontre à 11 h 38. Le quorum est maintenu.*

- On souhaite savoir si la cible à atteindre est de 20 % et si l'Outaouais a déjà été plus près de cette cible. On mentionne qu'une réponse spécifique à cette question n'est pas possible. La région de l'Outaouais a toujours eu des taux de vulnérabilité assez élevés chez les enfants.
- On précise que les services scolaires concentrent de plus en plus leurs efforts en prévention. L'augmentation des ressources fait en sorte que plusieurs enfants réussissent à sortir un petit peu plus de la vulnérabilité dans laquelle ils sont lorsqu'ils arrivent au préscolaire. Les très jeunes enfants issus de l'immigration apprennent rapidement la langue grâce à des services d'accompagnement au préscolaire. Le milieu scolaire est très effervescent pour les enfants de quatre ou cinq ans.
- On demande si des études longitudinales sont faites avec certains enfants afin de voir où ils sont rendus dans leur cheminement. On précise que des études longitudinales sont effectivement faites sur un groupe plus restreint d'enfants, mais pas dans le cadre de l'EQDEM.
- En réponse à une interrogation, on ne croit pas qu'un ombudsman des enfants existe au Québec.

## 12. Varia

Aucun sujet n'est inscrit au Varia.

## 13. Prochaine séance

La prochaine séance de la Commission Gatineau, Ville en santé est prévue le 16 janvier 2025.

Cette séance marquera la deuxième année du plan de travail 2024-2025 de la CGVS. Un bilan de l'année 2024 sera présenté.

## 14. Levée de la séance publique

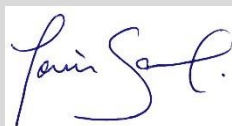
*Il est proposé par Stéphanie Ayotte  
Appuyé par Alicia Lacasse-Brunet*

*Et résolu que cette Commission lève la séance à 11 h 44.*

*Adoptée*

### DISTRIBUTION :

Aux membres de la présente Commission, aux personnes-ressources,  
aux membres du conseil municipal et à la Greffière



PRÉSIDENT  
LOUIS SABOURIN



COORDONNATRICE  
ÉLAINE DÉRY